

Bulgarie : des Élections municipales perturbées par un scandale autour du vote automatique

Description

Le 29^e octobre, les Électeurs bulgares se sont déplacés aux urnes lors du premier tour des Élections municipales. Le GERB (centre-droit) a remporté les municipalités de Bourgas (60,5%), Vratsa (67%) et Montana (62,7%) et est arrivé en tête dans la majorité des chefs-lieux de districts, des villes telles que Plovdiv (33,7%), Varna (26,6%), Plevén (19,4%), Lovetch (30,1%), Blagoevrad (27,1%) et Veliko Tarnovo (42,4%)! Les candidats du Parti socialiste bulgare (BSP) ont reçu plus de suffrages à Choumen (26,74%) et Roussé (37,06%). Dans la capitale, Sofia, c'est Vassil Terziev, soutenu par Continuons le changement (PP) et Bulgarie démocratique (DB), qui a devancé les autres candidats, avec 31,8% des voix, alors que cette union a remporté peu de succès en province.

Pourtant, ce n'est pas le résultat de ce premier tour des Élections qui a retenu l'attention des médias. En effet, la décision de la Commission centrale électorale (CIK) d'interdire à l'avant-veille du jour du vote l'emploi des machines à voter et les révélations du député Tocho Yordanov de la formation ITN (du chanteur et animateur Slavi Trifonov) sur un rapport de l'Agence d'état de Sécurité nationale (DANS) ont semé le trouble dans l'esprit d'une large partie de la population, occultant souvent le scrutin local : le document laisse entendre que le vice-ministre du Numérique Mihail Stoev aurait enregistré le code source du logiciel des machines à voter «pour le regarder et jouer avec». Ce contexte incertain a affaibli la confiance des Électeurs au regard de cette procédure de vote. Pour mémoire, depuis les Élections législatives d'avril 2021, les partis ont fait de l'emploi de ces machines un thème majeur de leurs campagnes, les uns se prononçant pour, d'autres ne faisant pas confiance à ce nouvel outil.

Face à l'interdiction des machines, l'alliance PP-DB, favorable au vote automatique, a immédiatement saisi la **Cour suprême administrative. Finalement, la juridiction a annulé la décision de la CIK**, qu'elle a jugée illégale et a rétabli le vote automatique pour le second tour du scrutin. Rappelons que la CIK avait pris cette décision non pas sur la base du rapport du DANS ou de pressions politiques, mais parce que l'Agence du gouvernement numérique n'avait pas signé la certification finale des machines.

Le 30^e octobre, M. Stoev a mis en cause les informations contenues dans le rapport, soulignant qu'il lui aurait été impossible d'enregistrer le code-source alors que celui-ci comporte plus de 500 000 lignes de texte.

Pour le gouvernement bulgare, la crainte d'un trucage par piratage des machines semble infondée, car pour compromettre ne serait-ce qu'une machine, il faut non seulement l'intervention de pirates informatiques, mais également la complicité de toutes les personnes impliquées dans le processus (CIK, partis politiques, gouvernement, services de police et de justice!)

Sources : *Kapital, Mediapool, Sega.*

date création

11/11/2023

Champs de Mét

Auteur-article : Stéphane Altasserre